

4 JANVIER 1919

161

86

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 19

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, F. Calonder*

RP n° 1

Rome, 4 janvier 1919

L'année a commencé par une petite crise ministérielle. Le Ministre socialiste Bissolati qui représente le parti socialiste au sein du Cabinet et qui l'a soutenu jusqu'ici très ouvertement dans la guerre, multipliant ses voyages au front et ses discours belliqueux dans les assemblées de son parti, a donné brusquement sa démission. C'est le conflit yougo-slave qui est la cause de cette décision. M. Bissolati trouve que la politique du Gouvernement est par trop conquérante et qu'il s'éloigne du programme proclamé au début de la guerre. Il s'alarme des luttes probables que cette politique fera naître entre Italiens et Slaves. Il étend sa désapprobation, paraît-il, à toute la politique de l'Entente. C'est pourquoi on n'a pas réussi à le faire revenir de sa décision. Il est parti et a été immédiatement remplacé par un autre socialiste M. Bonomi.

Cette crise montre que c'est dans le parti socialiste, que les idées de M. Wilson sur le droit des peuples, sont le plus respectées. Comme je vous l'ai dit à maintes reprises, c'est dans le parti socialiste seul que l'on rencontre une opposition nettement caractérisée contre le nationalisme impérialiste du parti dirigeant. Quant aux Giolittiens, ils n'osent plus se manifester de peur de passer pour germanophiles ou pour antipatriotes. Mais ils ne désarment pas pour cela.

J'étais assis, hier soir, au banquet de la Cour en l'honneur de M. Wilson, à côté d'un des membres les plus influents du Ministère Giolitti, un de ceux qui fut le plus conspué au moment de la déclaration de guerre. Il a prononcé des critiques très vives à l'égard de la politique actuelle. Au sujet du discours impérialiste de Clemenceau il m'a dit: «le moment viendra où nous regretterons d'avoir trop battu nos ennemis car nous en aurions besoin pour nous défendre contre nos amis actuels.» A propos des Yougo-Slaves il m'a dit encore «l'appétit vient en mangeant, mais aussi l'indigestion».

Pour le moment, la question de l'Adriatique paraît devoir se résoudre de façon tout à fait favorable à l'Italie, comme le prouvent les récents articles de grands journaux français et les discours échangés à Paris à l'occasion du voyage du Roi. Il est maintenant certain que la France, l'Italie et l'Angleterre, se garantissent les unes aux autres les résultats de cette guerre. On n'a pas consulté pour cela le président Wilson. On se borne à le couvrir de fleurs. On sait bien qu'il n'a pas les moyens de s'opposer aux accords intervenus entre les puissances victorieuses. Ses idées sur la Société des Nations sont accueillies avec des sourires aimables, mais aussi avec le plus profond scepticisme. Tous les milieux dirigeants y sont nettement hostiles¹. Cependant cette semence germera peut-être dans l'esprit des

1. Remarque manuscrite en marge vraisemblablement de G. Ador: trop noir?

masses car ces idées répondent à leurs espérances, c'est ce qui donne à la démission de M. Bissolati une signification intéressante.

Nous avons sous les yeux une première ébauche de la Société des Nations dans la façon dont les fêtes pour la venue de M. Wilson ont été organisées. Les représentants des petits Etats ont été invités comme les autres aux manifestations en l'honneur du président, mais aucun d'eux n'a été admis à l'approcher, pas même le Belge, ni le Portugais, ni le Roumain, ni le Serbe, Etats alliés. Le président a été accaparé tout entier par les Ambassadeurs des grandes Puissances et par les Ministres d'Etat italiens.

Dans les discours qu'il a prononcés hier à la Chambre des Députés, à l'Université, au banquet de la Cour, le président est revenu avec insistance sur l'idée qui lui est chère. Il a même dit qu'il était nécessaire de résoudre par l'amitié et par la justice les questions qui divisaient les peuples, et que tous les peuples, sans exception, devaient faire partie de la Société des Nations. Ces paroles ont été accueillies avec une déférence respectueuse. On se dit bien que dans quelques semaines le président sera reparti et que dans quelques mois on ne parlera probablement plus de ses nobles projets.

Les journaux vous auront renseigné abondamment sur ces jours de fête. Je tiens à dire que le président a produit l'impression la plus sympathique.

J'ai été, suivant l'usage, présenter aux Souverains les vœux de nouvelle année du Conseil Fédéral. A cette occasion, le Roi m'a parlé des ravages commis par les Autrichiens dans les forêts italiennes et des difficultés de l'Italie au point de vue du bois de chauffage et du charbon.

La Reine mère m'a chargé d'exprimer ses remerciements et ses vœux au Gouvernement Fédéral.

Le Président du Conseil m'a dit qu'il avait eu la preuve que les bolchevistes avaient projeté de porter la révolution en premier lieu en Italie et en Espagne. La victoire du Piave est venue entraver leurs desseins; c'est alors qu'ils se seraient jetés sur la Suisse. Le président m'a encore rappelé le procès d'Alexandrie et son heureuse solution. Il a été très amical. Quant aux suggestions qu'il aurait faites à M. Clemenceau au sujet du Tessin, suivant le télégramme que j'ai reçu de vous²,

2. Il s'agit sans doute du télégramme chiffré expédié par le Département politique aux Légations de Suisse à Paris (n° 73) et Rome (n° 9) le 31 décembre 1918: Ein von einem deutschen Journalisten in der Schweiz aufgegebenes Telegramm folgenden Inhaltes ist von unserer Zensur aufgehalten worden:

«Ihr Korrespondent vernimmt zuverlässig: Anlässlich Aufenthalt Paris unternahm Orlando Sondierungsversuch /bei/ Clemenceau und französ. Diplomatie, ob dieselben geneigt wären zur Unterstützung der italienischen Ansprüche auf das Tessin anlässlich der Friedenskonferenz. Fand keine Geneigtheit.»

Wollen Sie gefl. versuchen, uns über Vorstehendes Auskunft zu verschaffen. (E 2001 (B) 3/50).

C'est tout ce que Wagnière rapporte sur ces prétendues suggestions italiennes. Dans le télégramme n° 16 expédié de Paris le 3 janvier 1919, 16 h, Dunant déclare: Ai vainement cherché à savoir si le renseignement contenu dans votre télégramme 73 était sérieux.

Personnellement je crois qu'il n'y a pas lieu attacher importance vu sa provenance. (E 2200 Paris 1/1514).

6 JANVIER 1919

163

je n'en ai rien entendu. C'est à Paris qu'on pourra le mieux contrôler la vérité de ce récit. Je vous rappelle seulement qu'au mois d'octobre dernier, M. Orlando m'avait demandé ce que nous penserions en Suisse de l'acquisition de la partie allemande du Tyrol méridional: il est évident que dans certains milieux, comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, on s'est imaginé que nous pourrions admettre une rectification de notre frontière du sud contre des compensations. Mais ce sont là des idées en l'air et qui n'ont pris aucune forme concrète. Nous ne devons, toutefois, perdre aucune occasion d'affirmer notre résolution de maintenir l'indépendance et l'intégrité absolues de notre pays.

PS. M. Orlando m'a félicité vivement de la façon énergique et rapide dont le Gouvernement fédéral avait fait front contre le danger bolcheviste.